



Délibération numéro	2024/103	
NOMBRES DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
29	29	19
Vote par procuration		01
Date convocation	10/07/2024	
Date de publication	19/07/2024	

DÉLIBÉRATION du CONSEIL MUNICIPAL du mardi 16 juillet 2024

L'an deux mille vingt quatre
et le seize juillet,
à 18 heures,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,
Sous la présidence de : Monsieur Denis TURREL, Maire.

Présents : MM. Denis TURREL, Marie-Caroline TEMPESTA, Ali BENARFA, Madeleine LIBRET-LAUTARD, Michel VIGNES, Corinne GOUZY, Rémi RAMOND, Sandra DA SILVA, Jacques GAILLAGOT, Martine LAGARDE, Bernard BARRAU, Pierre HELLÉ, Huguette DEDIEU, Franck QUIN, Stéphane LE BRUN, Sandra LACOSTE, Fabrice COT, Emilie BLANIC, Bastien HO.

Procuration : Mme Marion GÉLIS donne procuration à M. Bastien HO.

Absents excusés : MM. Elias TAYIAR, Didier GENTY, Sophie RENARD, Corinne MASSA, Corinne PONS, Laurence CANITROT, Marcella VALLANIA, Cédric HAMMER, Marion GÉLIS.

Absent : M. Julien GLINKOWSKI.

A été nommé secrétaire : M. Pierre HELLÉ

Objet : Accroissement temporaire d'activité au service Urbanisme

Monsieur Vignes indique qu'il y a lieu de renforcer le service Urbanisme via un contrat à durée déterminée à temps non complet (mi-temps) jusqu'au 31 octobre 2024.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur le recours à ce contrat à durée déterminée.

Après délibéré, le Conseil Municipal :

- Approuve le recours à un contrat à durée déterminée à temps non complet pour le service Urbanisme jusqu'au 31 octobre 2024.

Adopté à l'unanimité.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme.

Le secrétaire de séance
Pierre HELLÉ



Le Maire,
Denis TURREL



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans le délai de deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse dans un délai de deux mois au recours gracieux vaut rejet implicite.